

CONV 86/02

CONTRIB 41

NOTA DI TRASMISSIONE

del: Segretariato

alla: Convenzione

**Oggetto: Contributo della Sig.ra Anne Van Lancker, membro della Convenzione:
Governance socioeconomica nel trattato costituzionale**

Il Segretario generale della Convenzione ha ricevuto dalla Sig.ra Anne Van Lancker, membro della Convenzione, il contributo ripreso in allegato.

**Note à la Convention
Un contrat social pour l'Europe¹
La gouvernance socio-économique dans le Traité Constitutionnel**

<u>Pourquoi une intégration sociale au niveau européen ?</u>

L'enquête Eurobaromètre indique clairement que les citoyens de l'Union attendent bien une contribution européenne dans la solution des problèmes sociaux : pas moins de 90 % des personnes signalent à cet effet la lutte contre le chômage, tandis que la lutte contre la pauvreté atteint un score élevé de 89 %. Dès lors, il est important de montrer pourquoi et comment le Traité Constitutionnel peut répondre à ces attentes. Les gens n'attendent pas que l'Europe développe un modèle social uniforme. Pour cela, ils sont, à juste titre, très attachés à leur propre modèle social de protection sociale, de service public et de concertation sociale.

L'Union européenne ne manque pas de compétences en ce qui concerne la politique sociale et la politique en matière d'emploi. Tant au niveau des politiques sociales et de l'emploi qu'au niveau de l'égalité des chances et de la politique de non-discrimination, de la réglementation du travail, des droits des travailleurs, de la sécurité et de la santé, de la lutte contre l'exclusion, l'Union européenne est en mesure d'intervenir. Le traité actuel définit d'ailleurs des objectifs ambitieux pour l'Union en matière de politique sociale.

Le problème se pose de deux façons : 1) Les objectifs sociaux de l'Union européenne sont soumis à la réalisation du marché commun et de l'union économique et monétaire. La politique sociale est dès lors réduite à une « correction » à l'égard du marché interne et des aspects de la politique sociale, comme les mesures en matière d'emploi, les fonds de formation, les systèmes de sécurité sociale (complémentaires), les services d'intérêt général, risquent d'être soumis à une logique de marché. 2) Dans une politique monétaire européenne très centralisée dans le cadre de l'euro, la coordination de la politique socio-économique des Etats membres est impératif pour éviter un dumping social et pour réaliser les objectifs stratégiques de Lisbonne.

Ces défis se posent encore plus clairement dans la perspective de l'élargissement. L'Union européenne ne peut d'ailleurs assurer le modèle social européen au niveau mondial que si l'Union et les Etats membres agissent ensemble.

¹ Pour les propositions concrètes : voir annexe.

Le principe de subsidiarité est trop souvent utilisé comme alibi pour ralentir la politique sociale européenne. Une interprétation positive du principe de subsidiarité signifie que l'Union européenne s'engage à veiller à ce que les Etats membres et leurs régions regagnent des marges de manœuvre qu'ils ont perdues au profit de l'économie mondialisée. L'Union doit veiller à ce que les Etats membres et leurs régions soient en mesure d'exercer leurs compétences en matière de service d'intérêt général, de protection sociale, d'emploi et de fiscalité.

<u>Quelle intégration sociale ?</u>
--

1) La Charte des droits constitutionnels comme base du Traité Constitutionnel.

L'insertion de la Charte des Droits Constitutionnels dans le Traité Constitutionnel, avec une référence à la politique de l'Union européenne, doit permettre à l'Union européenne et aux Etats membres d'aider à réaliser ces droits en tant que droits programmatiques. Il s'agit d'un signal politique fort : L'Union et ses Etats membres confirment leur engagement à respecter ces droits fondamentaux dans tous les domaines de compétence.

La Charte est un ensemble unique de droits de la personne classiques, de droits sociaux et économiques, de droits des consommateurs. Elle est le résultat d'un compromis difficile dans la Convention précédente. La réouverture de la discussion relative à son contenu n'est pas opportune, même s'il faudra convenir de procédures de suivi et d'actualisation. L'insertion de la Charte dans le Traité Constitutionnel ne peut également pas être une alternative à l'adhésion de l'Union à la Convention européenne des Droits de l'Homme (CEDH) ou d'autres instruments juridiques internationaux.

2) Placer les objectifs sociaux au centre de la constitution européenne.

Une vraie Europe sociale suppose que les objectifs sociaux ne soient pas subordonnés aux objectifs économiques. **C'est pourquoi il faut éclaircir, dans les articles de base du Traité Constitutionnel, le fait que le marché commun et l'Union économique et monétaire (UEM) doivent servir les objectifs sociaux comme le plein emploi, un niveau élevé de protection sociale, l'égalité et la qualité de vie.**

Les objectifs sociaux doivent en outre couvrir toute la politique de l'Union, comme c'est le cas pour le développement durable et la protection de l'environnement. Les objectifs sociaux ne peuvent pas être limités à la politique d'emploi ou aux dispositions sociales du traité. En outre, la disposition relative aux

services d'intérêt économique général doit être étendue à tous les services d'intérêt général.

La réglementation européenne, comme la définition de normes minimales et de seuils, reste nécessaire pour éviter le dumping social et assurer un "level playing field" et faire face aux problèmes transfrontaliers, comme la garantie de droits sociaux dans toute l'Union. C'est pourquoi la codécision, liée à des décisions à la majorité au Conseil, doit devenir la procédure normale pour tout travail législatif, également en ce qui concerne les domaines de compétences sociaux et la fiscalité. La politique salariale et le droit d'association ne doivent plus être exclus des compétences de l'Union. L'égalité des hommes et des femmes et le "gendermainstreaming" doivent être garantis dans toutes les domaines de l'Union. En outre, le principe de non-discrimination doit bénéficier d'un effet direct.

3) Un gouvernement socio-économique.

Il y a un déséquilibre évident entre la compétence européenne exclusive en matière de politique monétaire et le manque de coordination efficace de la politique économique et budgétaire, de l'emploi et de la politique sociale des Etats membres. Les procédures actuelles, qui ont été lancées en 1997, ne suffisent pas pour réduire ce déséquilibre.

Le renforcement d'une **gouvernance socio-économique** peut obvier ces problèmes. Les procédures actuelles de coordination pour les directives économiques, les directives de l'emploi et la coordination ouverte de la sécurité sociale doivent être intégrées et toutes les institutions et instances concernées doivent pouvoir participer de façon équivalente à leur élaboration

Lors de son entrée en fonction, la Commission devrait présenter au Parlement européen et au Conseil son **"programme pour la politique économique, sociale, et de l'emploi"**. Les parlements nationaux et régionaux devraient également discuter ce programme. Ce sont le Conseil et le Parlement européen qui l'approuve. Ce programme constitue la base pour l'élaboration par la Commission des **grandes orientations annuelles pour la politique économique et la politique de l'emploi (GOPEE)**, qui doivent également contenir les objectifs en matière de politique sociale et de développement durable. Elles sont approuvées par le Conseil dans une composition reprenant les composants économiques et sociale et par le Parlement européen, à l'occasion du Sommet de Printemps, après avoir été discutées aux Parlements nationaux et régionaux. Le Conseil évalue les efforts des Etats membres et la cohésion mutuelle de leur politique avec les grandes orientations sur la base des rapports de la Commission. La Commission européenne peut éventuellement envoyer des avertissements aux Etats membres.

Comme c'est le cas pour la politique économique, la politique sociale doit également être définie dans le Traité comme une politique d'intérêt commun et les Etats membres doivent coordonner leur politique sociale dans le but de réaliser les objectifs sociaux de l'Union. **La méthode ouverte de coordination doit être incorporée dans le Traité.** Afin de garantir la légitimité démocratique de cette procédure, les parlements nationaux, les parlements régionaux et les interlocuteurs sociaux dans les Etats membres doivent être impliqués dans les domaines et aux niveaux qui les concernent.

En ce qui concerne la politique monétaire, les missions de la Banque Centrale européenne doivent être complétées avec l'objectif de poursuivre le plein emploi, le développement durable et la cohésion sociale. Cela implique également un réaménagement du pacte de stabilité afin de pouvoir mener une politique active d'investissement en faveur de l'emploi et la cohésion sociale. Le dialogue macro-économique doit être renforcé par la création d'un **Comité tripartite pour la concertation sociale pour la croissance, l'emploi et la cohésion sociale.**

4) Une véritable concertation sociale européenne.

Les partenaires sociaux portent une grande responsabilité dans la réalisation de la politique économique, sociale et de l'emploi. Le dialogue social mérite donc une place de premier plan dans le Traité Constitutionnel.

Les partenaires sociaux pourraient convenir d'un **programme de travail pour les accords collectifs** à chaque nouvelle législature et sur la base du programme pour la politique économique, sociale et de l'emploi. La concertation sociale doit être élargie à tous les domaines pertinents pour les partenaires sociaux, tels que l'éducation, la politique économique, la lutte contre la discrimination ou les accords salariaux. Afin de mieux encadrer le dialogue social européen, un **Conseil européen (bipartite) du Travail** pourrait être créé, dans le cadre ou non d'un comité économique et social renouvelé. La procédure de déclaration de force obligatoire (erga omnes) doit être simplifiée.

Un système de **médiateurs sociaux européens** contribuerait à régler les conflits de travail.

Le Comité tripartite pour la concertation sociale sur la croissance, l'emploi et la cohésion sociale doit impliquer les partenaires sociaux de manière appropriée dans la disposition de la politique macro-économique.

5) Place pour une société civile sociale européenne.

Le Traité Constitutionnel doit également prévoir un article explicite sur la reconnaissance et l'implication

de la société civile dans la préparation et la réalisation de la politique, afin que la société civile soit consulté dans les domaines pertinents pour eux.

Anne Van Lancker

Membre de la Convention

7 juin 2002

Comment renforcer l'intégration socio-économique de l'Union¹ ?

1. La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Même si elle n'est pas parfaite, La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne constitue l'expression jusqu'à présent, la plus élaborée des libertés et des droits civils, politiques, économiques et sociaux communs aux Etats-membres. Elle doit guider et orienter l'action de l'Union et des Etats-membres lorsqu'ils mettent en œuvre le droit de l'Union.

La Charte devrait être intégrée dans le Traité constitutionnel de l'Union européenne, comme un message politique fort, attestant l'attachement de l'Union et des Etats-membres au respect de ces droits et valeurs dans toutes leurs actions. Son intégration apporterait des garanties légales quant à la compatibilité de la législation communautaire avec les droits fondamentaux. L'intégration de la Charte dans le Traité constitutionnel soulève pourtant plusieurs autres questions à résoudre.

- La Charte n'est pas parfaite. Quelques fois les droits qu'elle contient restent en deçà des droits établis dans d'autres textes internationaux, largement ratifiés par les Etats-membres. Toutefois, il n'est pas souhaitable que son contenu soit rediscuté à l'heure actuelle. La Charte est le résultat d'une procédure légitime dans le cadre d'une Convention. Elle reflète le meilleur consensus politique possible à ce moment. Rouvrir le débat sur son contenu ne pourrait que diluer les droits qu'elle contient. Il conviendra donc à prévoir une procédure de suivi dynamique dans l'optique de son évolution et de son amélioration. Cette procédure pourra reprendre les principes de base de l'actuelle méthode ouverte de coordination, y compris une surveillance multilatérale.
- L'intégration de la Charte dans le Traité constitutionnel devrait non seulement avoir comme but de protéger les droits fondamentaux des atteintes que les actions de l'Union ou des Etats-membres pourraient éventuellement y porter, mais devrait aussi prévoir un engagement positif de réaliser progressivement les droits fondamentaux par l'adoption de mesures qui les rendent effectifs. Il ne suffit donc pas d'intégrer le texte de la Charte dans le Traité constitutionnel, il faudra aussi mentionner la réalisation et le respect de la Charte comme un des objectifs de l'Union.

¹ Les références aux articles du Traité CE ont un caractère indicatif du fait qu'une nouvelle rédaction des Traités, devrait doter l'Union européenne d'un seul Traité.

- L'intégration de la Charte dans le Traité constitutionnel ne peut pas être perçue comme une alternative pour l'adhésion de l'Union à la Convention européenne des Droits de l'Homme (CEDH) ou d'autres instruments internationaux. Il est en effet injustifiable que le transfert des compétences des Etats-membres à l'Union constituerait une dérogation aux obligations internationales des Etats-membres, suite du fait que l'Union européenne n'est pas un parti dans ces instruments internationaux. En plus, l'intégration de la Charte pourrait donner lieu à une divergence d'interprétation de la CEDH dans la jurisprudence de la Cour des droits de l'homme d'une part et de la Cour de justice d'autre part ; divergence qui ne peut pas être sanctionnée directement si l'Union n'est pas partie contractante à la CEDH.

Même si l'Union européenne dispose déjà d'une capacité d'agir au plan international, accorder la personnalité juridique internationale de l'Union de manière explicite constituerait un symbole puissant.

- Il existe au niveau de l'Union un déficit considérable en ce qui concerne la protection des droits fondamentaux pour les individus, leur accès à la justice de la Cour européenne de justice étant particulièrement restreint. Pour combler ce déficit, il existe deux solutions possibles : élargir le droit de recours en annulation individuel d'un acte de droit communautaire ou prévoir un recours en annulation dans l'intérêt collectif, introduit par une organisation représentative.

2. Ancrer le modèle social européen.

Construire une Europe forte suppose également le renforcement de l'Europe sociale. Les conclusions du Conseil européen de Lisbonne ont fixé un objectif stratégique nouveau pour l'Union : *devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale.*

Une vraie Europe sociale suppose qu'il n'y a pas de subordination entre les objectifs de l'Union et que les objectifs sociaux et économiques soient mis sur le même niveau. Jusqu'à présent toutefois, il est clair que l'Europe sociale est subordonnée à l'Europe économique.

Bien que parmi les objectifs de la Communauté européenne figurent la promotion d'un haut niveau d'emploi et de protection sociale, l'amélioration du niveau et de la qualité de vie, le déséquilibre entre les objectifs du marché commun et les règles de la concurrence d'un côté et les principes du modèle social européen de l'autre, se montre de plus en plus. En effet dans les domaines des soins de santé, des régimes (complémentaires) de la sécurité sociale ou des services d'intérêt général, l'application des règles du

marché commun et de la concurrence risque de rendre de plus en plus difficile la sauvegarde des principes de solidarité et d'universalité, équité, qualité et accessibilité.

Ce n'est que si l'Union prête plus attention à la sécurité sociale et aux services publics, que les Etats-membres regagneront en partie le pouvoir d'action qu'elles ont perdu dans le cadre du libre marché.

- La ré-formulation des principes généraux de la Communauté européenne, comme défini à l'article 2 et 3 TCE, devraient exprimer l'idée que la dimension sociale fait partie intégrante de l'Union. La formulation de ces principes pourrait se baser sur la Charte communautaire des droits sociaux des travailleurs ou encore sur les objectifs communs qui font objet d'un consensus en ce qui concerne la coordination des politiques de l'emploi ou de la politique sociale. Il faut prévoir à l'article 2, le plein emploi comme objectif de l'Union, et que sa politique économique est basée sur le principe d'une économie du marché social plutôt que une économie du marché ouvert (article 4 et 105).
- D'une manière analogue aux dispositions existantes concernant l'environnement, la santé publique et la protection des consommateurs, à l'article 6 et 95 TCE, il faudra donc prévoir des dispositions pour ancrer les principes essentiels et communs du "modèle social européen" dans le Traité constitutionnel.
- Il faudra également introduire une disposition prévoyant l'exclusion des règles de la concurrence des accords conclus entre partenaires sociaux en vue d'objectifs sociaux (article 81), ainsi qu'élargir à tout service d'intérêt général les dispositions limitant l'application des règles de concurrence (article 86.2)
- Il conviendrait aussi d'élargir le champ d'application de la disposition sur les services d'intérêt « économique » général (article 16) à tous les services d'intérêt général afin de garantir le fonctionnement des services sociaux et les régimes complémentaires de sécurité sociale.

3. La gouvernance économique et sociale.

Le fonctionnement de l'union économique et monétaire comprend la coordination de la politique économique des États-Membres, par le biais des Grandes Orientations pour la Politique Economique (GOPE) et la procédure de surveillance multilatérale. Depuis le Traité d'Amsterdam et le processus de Luxembourg l'Union s'est dotée d'une politique pour l'emploi. Le Sommet de Lisbonne a introduit une stratégie de coordination des politiques économiques, de l'emploi, sociales et du développement durable. Des nouvelles politiques se sont développées dans le domaine de l'exclusion sociale et de la protection sociale, fondées sur les nouvelles méthodes de coordination ouvertes, initiées à Lisbonne. Pourtant, tout cela reste mal équilibré et mal coordonné. En plus, il y a un déficit démocratique considérable.

Une gouvernance socio-économique renforcée doit permettre de rééquilibrer la politique monétaire, la coordination des politiques économique et budgétaire avec la coordination des politiques de l'emploi et la politique sociale. Le rôle de la Commission dans le cadre de la gouvernance socio-économique devrait être renforcé. L'implication des partenaires sociaux et du Parlement européen, ainsi que celle des autorités compétentes au niveau national et régional doit garantir la démocratisation de la gouvernance socio-économique, et la meilleure prise-en-compte des diversités nationales et régionales.

Un équilibre réel entre le côté économique, social et de l'emploi du triangle équilatéral peut seulement être réalisé si nous trouvons les procédures adaptées pour la mise – en - œuvre de la gouvernance socio-économique.

Pour cela, nous proposons de consolider les procédures de coordination économique, de l'emploi et de la politique sociale dans une seule procédure :

- Chaque nouvelle Commission présenterait son « programme de politique économique, de l'emploi et sociale » pour les cinq ans à venir, comme un programme de gouvernance socio-économique. Ce programme serait discuté dans les parlements nationaux et régionaux et approuvé par le Conseil et le Parlement européen. Sur base de ce programme, des Grandes Orientations de Politique Economique et de l'Emploi (GOPEE), comprenant également des objectifs de politique sociale et environnementale seraient rédigées par la Commission. Elles seront approuvées par le Conseil, dans une composition reprenant les composants économiques et sociales, et le Parlement européen à l'occasion du Sommet du Printemps, après avoir été discuté par les Parlements nationaux et régionaux. Sur base des rapports de la Commission européenne, le Conseil évalue les développements dans les Etats-membres et la cohérence de la politique avec les grandes orientations. La Commission peut éventuellement adresser des avertissements aux Etats membres.
- Afin de renforcer le rôle des partenaires sociaux dans la politique (macro-) économique, la politique de l'emploi et la coordination de la politique sociale, le dialogue macro-économique devrait être formalisé dans le cadre d'un comité tripartite pour la concertation sociale pour la croissance, l'emploi et la cohésion sociale, entre autre avant le Sommet du Printemps.
- La politique sociale devrait être formulée comme une politique d'intérêt commun, conformément à ce qui est prévu pour la politique économique (article 98 et 99) ; un nouvel article devrait prévoir que les Etats-membres coordonnent leurs politiques sociales afin de contribuer à la réalisation des objectifs sociaux européens.
- Afin de respecter les compétences des Etats-membres et des régions dans cette matière, il convient de renforcer le rôle des institutions nationales et régionales et des partenaires sociaux au niveau national, dans ces procédures de coordination.
- Les objectifs de la Banque Centrale Européenne (BCE) (article 105) devraient être complétés afin de

non seulement maintenir la stabilité des prix, mais aussi de promouvoir la croissance économique durable, le plein emploi et la cohésion sociale. Cela implique également un réaménagement du pacte de stabilité afin de pouvoir mener une politique monétaire active stimulant l'emploi et la cohésion sociale. La BCE devrait d'ailleurs pouvoir fonctionner de façon plus transparente et avoir une responsabilité démocratique devant le Parlement européen.

4. Renforcer le cadre réglementaire.

La déclaration de Laeken préconise la transparence du fonctionnement des institutions et la simplification du processus décisionnel.

L'Union a des compétences législatives et conventionnelles très larges dans le domaine social et la réglementation du travail, prévue dans les Traités actuels. Bien que les dispositions sociales montrent clairement que le rôle de l'Union est surtout de faciliter et de soutenir la politique sociale des Etats-membres, le champ d'application de ces dispositions est ample et permet de couvrir une large gamme de mesures communautaires. A côté de la méthode ouverte de coordination le développement graduel d'un cadre réglementaire, notamment de normes minimales, dans le domaine social est indispensable pour éviter le dumping social et pour assurer que tous les Etats-membres de l'union puissent jouer à armes égales. Il convient donc de démocratiser les procédures et d'abolir les possibilités de blocage politique.

- Il faut définir une seule procédure de décision pour le cadre législatif : la co-décision entre le Parlement européen et le Conseil, qui décide à la majorité qualifiée¹, y compris le domaines social et fiscal..
- Le Traité exclut toute compétence à l'Union au niveau de la politique salariale, tandis que l'Union a la compétence exclusive en ce qui concerne la définition de la politique monétaire, qui influence la définition de la politique salariale et les négociations en la matière. Il convient donc de prévoir, tout en respectant l'autonomie des partenaires sociales, la possibilité que les partenaires sociaux négocient des accords en matière des salaires au niveau européen. Il faut donc supprimer l'exclusion de la compétence communautaire notamment vis à vis de la rémunération, du droit d'association et de grève.

¹ Du point de vue des compétences de l'emploi et des affaires sociales cela s'applique à la sécurité sociale dans le cadre de la libre circulation des travailleurs - ou on devra également intégrer les migrants non - communautaires (article 42); la fiscalité (article 95 et 175); la sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs ; la protection des travailleurs en cas de résiliation du contrat de travail; la représentation et la défense collective des intérêts des travailleurs et des employeurs, y compris la participation ; les conditions d'emploi des ressortissants des pays tiers se trouvant en séjour régulier sur le territoire de la Communauté; les contributions financières visant la promotion de l'emploi (article 137) ; la cohésion économique et sociale (articles 159 et 161) ; la lutte contre toute forme de discrimination (article 13). La codécision doit également être prévue dans le cadre de la politique de la concurrence (article 83 et 89), transport (article 71) et de l'industrie (article 157) lorsque le Conseil décide avec la majorité qualifiée, tandis que le Parlement européen est seulement consulté.

5. Garantir l'égalité entre hommes et femmes dans tous les domaines de l'Union et lutter contre toute forme de discrimination.

L'Union a, depuis des années, joué un rôle pionnier dans le cadre de l'égalité entre hommes et femmes. Les actions de l'Union concernant l'égalité de traitement, qui étaient d'abord inspiré par des objectifs économiques, se sont progressivement développées sous un angle de justice sociale.

Le Traité de Amsterdam a considérablement amélioré les possibilités d'action de l'Union en matière d'égalité. L'égalité entre hommes et femmes est devenue un objectif, la suppression des inégalités et la promotion de l'égalité est une ambition de l'Union dans tous les domaines de son action.

Cependant, pour permettre l'Union de promouvoir l'égalité entre hommes et femmes dans tous les domaines, le Traité devrait la doter de compétences et d'instruments plus ambitieux.

- Le Traité constitutionnel doit prévoir une base légale cohérente pour permettre des mesures concrètes pour la promotion de l'égalité dans tous les domaines de l'Union, au-delà du domaine de l'emploi et de la vie professionnelle, y compris dans le domaine de la prise de décision.
- Le principe de « gender-mainstreaming » devrait s'appliquer aussi à la politique étrangère et de sécurité et à la politique concernant l'espace de liberté, sécurité et de justice.

L'action communautaire dans la lutte contre toute forme de discrimination devrait être également renforcée. Pour cela, il serait souhaitable que l'interdiction de discrimination aurait un effet direct. En tout cas, les mesures devraient être prises à la majorité qualifiée au Conseil en codécision avec le Parlement européen.

6. Renforcer le rôle des partenaires sociaux.

Les partenaires sociaux jouent un rôle important dans le développement de la politique sociale et économique de l'Union. Le Traité de Maastricht accorde aux partenaires sociaux un rôle de co-régulateurs par la négociation d'accords collectifs au niveau européen. Le Traité constitutionnel doit reconnaître et renforcer l'autonomie et le rôle des partenaires sociaux à tous les niveaux et contribuer au développement d'un vrai système européen de relations industrielles.

- Le Traité donne la responsabilité à la Commission de promouvoir le dialogue social. Cette obligation devrait être renforcée. Il convient de bien faire distinction et de prévoir trois types de dialogues : la concertation sociale tripartite (cf préparation Sommet du Printemps, dialogue macro-économique), le dialogue social comme co-législateur, qui nécessite une procédure de déclaration de force obligatoire (erga omnes) et le dialogue social des partenaires autonomes.

- Le dialogue social ne devrait pas être limité aux seuls domaines couverts par le chapitre social, mais pourrait entre autres aussi couvrir la lutte contre la discrimination, l'éducation et la formation professionnelle, certains aspects de la politique de l'immigration. Un article transversal dans le Traité constitutionnel devrait permettre la Commission à consulter les partenaires sociaux dans tous les domaines qui les concernent et à promouvoir le dialogue social. Conformément à leur rôle de co-législateur les partenaires sociaux détermineraient chaque législation sur base du « programme de politique économique, sociale et de l'emploi » les aspects du programme qu'ils voudraient mettre en œuvre par le biais d'accords collectifs. (Un programme de travail pour des accords collectifs)
- Pour faciliter le dialogue social, une enceinte indépendante bipartite de dialogue social (un « Conseil Européen du Travail ») devrait être créée (cfr. proposition du « High level group on industrial relations »). La création d'un Conseil Européen du Travail devrait être discutée dans le cadre du futur rôle du Comité économique et social (CES).
- Il faut revoir la méthode de mise en œuvre des accords collectives européens en octroyant à la Commission la compétence de contrôler la légitimité démocratique (si les accords couvrent tous les secteurs et partenaires concernées par l'accord).
- Un vrai système de relations industrielles devrait aussi prévoir la possibilité de recours à la médiation et à des systèmes d'arbitrage.

7. Dialogue avec la société civile.

Le dialogue avec la société civile, avec les ONG et associations, représentants les citoyens dans différents domaines constitue une pierre angulaire de la démocratie participative. Les ONG sociales ont également leur rôle à jouer dans la conception et l'exécution de la politique sociale. La reconnaissance et la valorisation de ce dialogue requièrent la création d'une base légale dans le futur Traité.

- La Commission devrait être chargée de promouvoir le dialogue civil avec les ONG représentatives, de sorte que la société civile puisse jouer son rôle dans l'orientation des actions de l'Union dans les matières qui les concernent.
- Un nouvel article dans le chapitre concernant la politique sociale devrait prévoir un dialogue structuré avec les acteurs dans le domaine social, les ONG représentatives incluses. Ce dialogue devrait leur permettre de contribuer à la formulation, la mise-en-œuvre et le suivi des actions dans le cadre de la politique sociale.

Anne Van Lancker

7 juin 2002